AGENCE POUR LA SÉCURITÉ DE LA NAVIGATION AÉRIENNE EN AFRIQUE ET A MADAGASCAR

Phone : +(242) 05 377 95 64
+(242) 05 377 95 54
Fax :
AFTN : FCCCYNYX
e-mail : bnibrazza@yahoo.fr
Web : https.aim.asecna.aero

AIC
NR 58/A/20FC
OCT 12th, 2020

BUREAU NOTAM INTERNATIONAL DE L'AFRIQUE CENTRALE
B.P. 660 BRAZZAVILLE - CONGO

CAMEROUN – CENTRAFRIQUE – CONGO – GABON – GUINEE EQUATORIALE – SAO TOME - TCHAD

REPUBLIQUE GABONAISE

Circulaire n°008/2020/ANAC/DG/DN relative aux lignes directrices pour assurer la sécurité de l'exploitation, la délivrance, la validation et le maintien de validité des certificats, agréments et autorisations en matière de navigabilité pendant la crise sanitaire liée à la pandémie de covid-19.

Circular N°008 / 2020 / ANAC / DG / DN On guidelines for ensuring the safe operation, issuance, validation and maintenance of the validity of airworthiness certificates, approvals and authorizations during the Heath crisis linked to the covid-19 Pandemic.

I. OBJET

La présente circulaire est relative aux mesures exceptionnelles permettant d'assurer la délivrance, la validation et le maintien de la validité des certificats, agréments et autorisations en matière de navigabilité des aéronefs pendant la durée de la pandémie de COVID-19.

I. PURPOSE

This circular relates to the exceptional measures to ensure the issuance, validation and maintenance of the validity of certificates, approvals and authorizations in matters of airworthiness of aircraft during the duration of the COVID-19 pandemic.

II. CHAMP D'APPLICATION

La présente circulaire s'applique aux :

- exploitants d'aéronefs ;
- aéronefs inscrits ou en cours d'inscription sur le registre gabonais d'immatriculation ;
- aéronefs étrangers exploités au Gabon ;
- organismes de maintenance d'aéronefs (AMO) ;
- détenteurs de certificats, agréments et autorisations délivrés par l'ANAC ;
- pilotes et aux propriétaires d'aéronefs.

II. Scope

This circular applies to :

- *aircraft operators;*
- *aircrafts registered or in the process of being registered in the Gabonese registration register ;*
- *foreign aircrafts operated in Gabon;*
- *Approved Maintenance Organization (AMO);*
- *holders of certificates, approvals and authorizations issued by ANAC;*
- *Pilots and aircraft owners.*

III. REFERENTIEL

- Convention de Chicago relative à l'aviation civile (articles 33, 38, 39 et 40) ;
- RAG 5.1 relatif aux marques de nationalité et d'immatriculation d'aéronefs ;
- RAG 5.2 relatif à la navigabilité des aéronefs ;
- RAG 5.3 relatif aux agréments des organismes de maintenance des aéronefs ;
- RAG 3 relatif aux licences du personnel.

III. REFERENCES

- *Chicago Convention on Civil Aviation (Articles 33, 38, 39 and 40) ;*
- *RAG 5.1 relating to nationality and aircraft registration marks ;*
- *RAG 5.2* relating to the *airworthiness of aircraft;*
- *RAG 5.3* relating to the *approvals of aircraft maintenance organizations ;*
- *RAG 3* relating to the *personnel licenses.*

IV. CERTIFICAT DE NAVIGABILITE (CDN)

1. Extension

La période de validité des CDN des aéronefs inscrits sur le registre gabonais d'immatriculation, et dont l'échéance est fixée au 31 août 2020, est prorogée de trois (03) mois à compter de la date d'expiration.

La période de validité maximale des CDN concernés est fixée au 30 novembre 2020, sous réserve du respect des conditions ci-dessous.

2. Mesures et conditions applicables

Le bénéficiaire de cette mesure d'extension doit respecter les conditions suivantes :

- L'aéronef se trouve hors du territoire Gabonais ;
- L'exploitant ou le propriétaire doit soumettre une demande en conformément au processus en vigueur de renouvellement de CDN auprès de l'autorité ;
- Un rapport, daté et signé, d'inspection physique de l'aéronef, doit être effectué par un mécanicien qualifié sur le type d'aéronef concerné. Cette inspection physique s'assurera que l'aéronef est conforme à son manuel de vol approuvé et que sa configuration est conforme à la documentation approuvée. Elle permettra de démontrer l'absence de défauts susceptibles de remettre en cause l'état de navigabilité de l'aéronef. Elle doit être enregistrée dans les livrets aéronefs par le mécanicien ;
- L'exploitant ou le propriétaire doit obtenir l'autorisation d'extension de l'ANAC.

Concernant les CDN des aéronefs immatriculés à l'étranger, et affrétés par un transporteur aérien gabonais ou utilisés à des fins personnelles par une personne morale ou physique ayant des intérêts économiques en République Gabonaise, ils doivent faire l'objet de vérification par ces derniers du maintien de la validité desdits CDN avant tout vol.

Les conditions de reconnaissance des dérogations, exemptions, prorogations ou extensions accordées sont définies au paragraphe X.

V. AGREMENTS D'ORGANISME DE MAINTENANCE (AMO)

1. Extension

La validité des agréments ou certificats des AMO, dont l'échéance est fixée au 31 août 2020, est prorogée de six (06) mois à compter de la date d'expiration, avec une validité maximale fixée au 31 janvier 2021, sous réserve du respect des conditions ci- dessous.

2. Mesures et conditions applicables

Le bénéficiaire de cette mesure d'extension doit respecter les conditions suivantes :

IV. AIRWORTHINESS CERTIFICATE(CDN)

1. Extension

The validity period of the CDNs of aircraft registered in the Gabonese registration register, and whose expiry date is August 31th, 2020, is extended by three (03) months from the expiration date.

The maximum validity period of the CDNs concerned is set at November 30th, 2020, subject to compliance with the conditions below.

2. Applicable measures and conditions

The beneficiary of this extension measure must comply with the following conditions:

- *The aircraft is outside Gabonese territory;*
- *The operator or owner must apply for an extension in accordance with the current CDN renewal process to the authority ;*
- *A dated and signed report of the physical inspection of the aircraft must be done by a qualified mechanic on the type of the inspected aircraft. This physical inspection will ensure that the aircraft conforms to its approved flight manual and its configuration conforms to approved documentation. It will demonstrate the absence of defects likely to call into question the airworthiness of the aircraft. It must be recorded in the aircraft logs by the mechanic;*
- *The operator or owner must obtain the extension authorization from the ANAC.*

As for the CDNs of aircraft registered abroad, and chartered by a Gabonese air carrier or used for personal purposes by a legal or natural person having economic interests in the Gabonese Republic, their validity must be checked before any flight.

The conditions for the recognition of exceptions, exemptions, extensions or granted extensions are defined in paragraph X.

V. Approved Maintenance Organization (AMO)

1. Extension

The validity of AMO approvals or certificates, which expire on August 31 2020, is extended by six (06) months from the expiry date, with a maximum validity set on January 31, 2021, subject to compliance with the conditions below.

2. Applicable measures and conditions

The beneficiary of this extension measure must comply with the following conditions:

— L'organisme doit soumettre à l'ANAC une demande de renouvellement d'agrément conformément au processus en vigueur ;
— Le dossier de demande de renouvellement doit comporter :
- un point sur le suivi des non-conformités en cours et les preuves des actions mise en place ;
- les deux (2) derniers rapports d'audits internes réalisés par le système qualité de l'organisme AMO ;
- une auto- évaluation à l'aide de la liste de vérification (check-list) d'audit de renouvellement d'agrément ;

— Des audits/inspections à distance, « desktop audit/remote inspection » (à l'aide de photos, vidéos, vidéo – conférences, etc.), sont réalisés par l'ANAC afin de s'assurer, lorsque cela est possible et nécessaire, de la conformité de certaines exigences réglementaires, en lieu et place d'audits/inspections in situ ;
— L'organisme doit obtenir l'autorisation d'extension de l'ANAC.
— Certaines mesures d'extension spécifique s'appliquent aux organismes de maintenance sur les points suivants :
— La prorogation pour une durée maximale de six (06) mois avec une validité maximale au 31 janvier 2021, de la validité des formations, compétences et expériences exigées par le règlement pour les personnels (formations réglementaires, facteurs humains, EWIS/CDCCL, qualification NDT, habilitation APRS, expérience récente de 6 mois d'activité effective sur les 24 derniers mois concernant les personnels APRS, etc.) et qui arrive à échéance avant le 31 août 2020. Dans ces conditions, l'organisme doit s'assurer au préalable que les personnels concernés ont effectués par tous les moyens (Briefing/Brochure/Bulletin/CBT/Vidéo) les formations demandées. Il adresse la liste des personnels concernés à l'ANAC ;
— L'extension de 10 %, avec un maximum de trois (03) mois (pour une validité maximale au 31 août 2020), des échéances d'étalonnage des outillages et équipements selon les standards applicables lorsque ces échéances arrivent avant le 31 octobre 2020 et que l'organisme se trouve dans l'impossibilité de les respecter et ne dispose pas d'une procédure approuvée lui permettant d'étendre la validité de ses outillages et équipements. Dans ce cas, l'organisme doit, au préalable, adresser une déclaration à l'ANAC, avec accusé de réception.

La présente disposition d'extension ne s'applique pas, d'une part, aux outillages et équipements qui permettent d'effectuer des fonctions critiques et, d'autre part, à ceux qui sont déjà en quarantaine avant l'entrée en vigueur de la présente circulaire.

Concernant les processus de délivrance ou de modification d'agréments en cours d'instruction, et pour lesquels un audit pour attester du respect des exigences réglementaires a déjà été réalisé in situ, le processus se poursuit jusqu'à terme.

— *The organization must apply for renewal of accreditation to ANAC in accordance with the process in force ;*
— *The renewal application file must include:*
- *an update on the follow-up of the non-compliances in progress and the proof of the actions implemented ;*
- *the last two (2) internal audit reports carried out by the quality system of the AMO ;*
- *a self-assessment using the certification renewal audit checklist;*

— *Remote audits / inspections, "desktop audit / remote inspection» (using photos, videos, video - conferences, etc.) are carried out by ANAC in order to ensure , when possible and necessary , compliance with certain regulatory requirements, instead of on site audits / inspections;*
— *The organization must obtain extend authorization from the ANAC.*
— *Some specific extension measures apply to maintenance organizations on the following points:*
— *The extension for a maximum period of six (06) months with a maximum validity on January 31, 2021, of the validity of the training, skills and experience required by the regulations for staff (regulatory training, human factors, EWIS / CDCCL, qualification NDT, CRS accreditation, recent experience of 6 months of effective activity over the last 24 months concerning CRS personnel, etc.) and which expires before August 31, 2020. Under these conditions, the organization must ensure that the personnel concerned have carried out the requested training by all means (Briefing / Brochure / Bulletin / CBT / Video). He sends the list of personnel concerned to ANAC;*
— *10 % extension, with a maximum of three (03) months (for maximum validity on August 31, 2020), deadlines for the calibration of tools and equipment according to the applicable standards when these deadlines arrive before October 31th, 2020 and that the organization is unable to comply with them and does not have an approved procedure allowing it to extend the validity of its tools and equipment. In this case, the operator must, in advance, send a statement to the ANAC, with acknowledgment of receipt.*

This extension provision does not apply, on the one hand, to tools and equipment that allow critical functions to be performed and, on the other hand, to those which are already in quarantine before the entry into force of this circular.

Regarding the process for issuing or modifying approvals under investigation, and for which an audit to certify compliance with regulatory requirements has already been carried out in situ, the process continues to the end.

In the case of additional audits, which must be carried out before the issuance of an authorization, they are carried out remotely.

Regarding the initial issuance or modification processes, for which a Phase IV audit to assess compliance with regulatory requirements has not yet been carried out in

Dans le cas d'audits supplémentaires, devant être réalisés avant la délivrance d'un agrément, ils se font à distance.

Concernant les processus de délivrance initiale ou de modification, pour lesquels un audit de la Phase IV permettant de juger du respect des exigences réglementaires n'est pas encore réalisé in situ dans le cadre de l'instruction, ils se poursuivent jusqu'au terme de la Phase III. Les réunions requises dans les Phases I et II se déroulent à distances par vidéo-conférence.

L'audit de la Phase IV ne pourra être effectué qu'à l'issue de la résorption de la situation sanitaire liée à la pandémie de COVID-19.

Toutefois, la délivrance d'un agrément temporaire est possible sur la base :

- des derniers actes de surveillance interne de l'organisme et de l'autorité compétente ;
- d'une étude de sécurité acceptable, relative au fonctionnement de l'organisme pendant la période du COVID-19 et ses mesures d'atténuation ;
- d'un audit/inspection à distance, réalisé par l'ANAC, afin de s'assurer, si nécessaire, de la mise en œuvre de certains plans d'actions correctives et de la conformité de certaines exigences réglementaires, en lieu et place d'audits/inspections in situ.

La validité de cet agrément n'excèdera pas six (6) mois. L'extension s'effectuera dans les formes prévues par la présente circulaire.

Par ailleurs, les exploitants peuvent également se rediriger vers les organismes bénéficiaires des extensions de validité de leurs agréments et couvrant le type d'aéronef exploité.

situ as part of the examination, they will continue until the end of the Phase III. Meetings required in Phases I and II are held remotely by video conference.

The Phase IV audit can only be carried out once the health situation related to the COVID-19 pandemic has resolved. However, the issuance of a temporary license is possible on the basis of:

However, the issuance of a temporary license is possible on the basis of :

- *the latest acts of internal monitoring of the operator and the competent authority ;*
- *an acceptable safety study relating , to the functioning of the operator during the period of Covid-19 and its mitigation measures ;*
- *a remote audit / inspection, carried out by ANAC, in order to ensure, if necessary, the implementation of certain corrective action plans and the compliance of certain regulatory requirements, instead of on-site audits / inspections.*

The validity of this approval will not exceed six (6) months. The extension will be carried out in the forms provided for in this circular.

In addition, the operators can also be redirected to the organizations benefiting from extensions of validity of their approvals and covering the type of aircraft operated.

VI. MAINTENANCE DES AERONEFS

1. Extension

Les tâches d'entretien du programme de maintenance approuvé ne sont pas automatiquement étendues.

En cas d'impossibilité de réaliser certains travaux d'entretien, une demande d'autorisation exceptionnelle doit être adressée à l'ANAC.

Ladite demande comprend une étude ou analyse de sécurité et des mesures compensatoires avec tous les éléments requis suivant les procédures applicables.

Le principe d'autorisation exceptionnelle s'applique également lorsque la butée MEL est dépassée et qu'il est impossible de remettre en service l'équipement ou le système défectueux en raison de la situation sanitaire.

La demande doit être accompagnée d'un NTO (Non Technical Objection) du constructeur de l'aéronef.

Les conditions ci-dessous s'appliquent aux travaux d'entretien.

VI. AIRCRAFT MAINTENANCE

1. Extension

The maintenance tasks of the approved maintenance program are not automatically extended.

If it is impossible to carry out certain maintenance work, an exceptional authorization request must be sent to the ANAC.

This request includes a safety study or analysis and the mitigation measures with the required elements according to the applicable procedures.

The principle of exceptional authorization also applies when the MEL limitations is exceeded and it is impossible to put the defective equipment or system back into service due to the sanitary situation.

The request must be accompanied by an NTO (Non Technical Objection) from the aircraft manufacturer.

The conditions below apply to maintenance work.

2. Mesures et conditions applicables

Les mesures de rappel suivantes doivent être respectées :

— Continuer l'entretien des aéronefs conformément au programme d'entretien approuvé (PM) ;
— Effectuer les visites de préservation ou de stockage des aéronefs suivant le programme d'entretien approuvé ;
— porter une attention, compte tenu de l'immobilisation des aéronefs, sur d'éventuels problèmes de contamination carburant ou de problèmes de corrosion ou d'humidité au niveau des équipements/connexions avioniques, en raison de la proximité avec la mer et du taux d'hygrométrie relative ;
— Amender le programme de maintenance suivant les évolutions des documents constructeur et le soumettre pour approbation à l'ANAC.

VII. TRANSPORT DE FRET COVID-19 DANS LA CABINE DES AVIONS DE TRANSPORT PASSAGERS

1. Extension

Le transport de fret COVID- 19, dans la cabine des avions certifiés pour le transport des passagers, ne fait pas l'objet d'autorisation exceptionnelle automatique.

Une autorisation exceptionnelle, afin d'effectuer cette opération, est délivrée, au cas par cas suivant les spécificités de chaque demande adressée à l'ANAC.

2. Mesures et conditions applicables

Les autorisations sus-évoquées concernent les exploitants disposant déjà des spécifications d'exploitation cargo.

Les conditions ci-dessous s'appliquent pour l'octroi d'une autorisation exceptionnelle. Ainsi, l'exploitant d'aéronefs :

— soumet à l'ANAC une demande, suivie d'une copie électronique de la demande (avec les pièces jointes) ;
— soumet une étude de sécurité portant sur l'évaluation de risque de sécurité et permettant de s'assurer que le niveau de sécurité acceptable est maintenu en tout temps au cours du transport du cargo dans la cabine passager ;
— doit respecter les instructions du manuel de masse et centrage (Weight & Balance Manual) ainsi que toutes les procédures et limitations opérationnelles ;
— Doit également respecter les instructions des constructeurs d'aéronefs pour le transport de cargo dans la cabine passager dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19. A cet effet, l'exploitant doit contacter les constructeurs afin d'obtenir les informations à jour des lignes directrices fournies (Exemples : les publications FOT-999-0028-20-00 d'Airbus et MOM-MOM-20-0239 de Boeing) ;
— Doit s'engager à suivre toutes les limitations qui lui seront imposées.

2. Applicable measures and conditions

The following recall measures must be observed:

— *Continuing aircraft maintenance in accordance with the approved maintenance program (PM) ;*
— *Carrying out aircraft preservation or storage visits according to the approved maintenance program;*
— *paying attention, taking into account the immobilization of the aircraft, on possible fuel contamination problems or corrosion or humidity problems at the level of the avionics equipment / connections , due to the proximity to the sea and the relative humidity ;*
— *Amend the maintenance program according to changes in the manufacturer's documents and submit it for approval to ANAC.*

VII. FREIGHT TRANSPORTATION COVID-19 IN THE PASSENGER CABIN OF AIRCRAFT

1. Extension

The transport of COVID-19 freight in the cabin of aircraft certified for the transport of passengers does not require automatic exceptional authorization.

An exceptional authorization, in order to carry out this operation, is issued, on a case by case basis depending on the specifics of each request addressed to the ANAC.

2. Applicable measures and conditions

The aforementioned authorizations are about operators who already have cargo operating specifications.

The conditions below apply to the granting of an exceptional authorization. Thus, the aircraft operator:

— *submits a request to ANAC , followed by an electronic copy of the request (with attachments) ;*
— *submits a safety study on safety risk assessment and making it possible to ensure that the acceptable level of safety is maintained at all times during the transport of the cargo in the passenger cabin;*
— *must comply with the instructions in the Weight & Balance Manual as well as all operating procedures and limitations ;*
— *must also comply with the instructions of aircraft manufacturers for the transport of cargo in the passenger cabin in the context of the COVID-19 health crisis. To this end, the operator should contact the manufacturers to obtain updated information from 're provided guidelines (eg: the Airbus FOT-999-0028-20-00 and Boeing MOM-MOM-20-0239 publications);*
— *Must agree to follow any limitations imposed on him.*

VIII. ACTIVITES DE SURVEILLANCE CONTINUE ET PLAN D'ACTIONS CORRECTIVES

1. Extension

Sous réserve des conditions ci-dessous, les audits de surveillance programmés par l'ANAC sont décalés de trois (03) mois à partir de la date prévue de leur réalisation.

Pour tous les écarts (non-conformités) de niveau 2 ouverts, trois (03) mois supplémentaires sont accordés aux délais de solde initialement fixés. Les plans d'actions correctives non soumis pour l'instant, doivent parvenir à l'ANAC au plus tard le 30 septembre 2020

.

2. Mesures et conditions applicables

L'organisme concerné par ces mesures d'extension doit respecter les conditions suivantes :

- informer l'ANAC des mesures envisagées pour adapter son activité et permettre de réaliser sa surveillance interne afin de garantir le respect des méthodes de travail et la conformité aux exigences applicables ;
- fournir un point mensuel sur l'état de mise en œuvre des plans d'actions correctives ;
- être soumis aux audits/inspections à distance réalisés par l'ANAC afin de s'assurer, lorsque cela est possible, de la mise en œuvre de certains plans d'actions correctives et de la conformité de certaines exigences réglementaires, en lieu et place d'audits/inspections in situ.

IX. OBLIGATION

1. Documents

Les détenteurs de titre, les entités et les organismes visés par les présentes dispositions doivent s'assurer, lorsqu'ils sont en service, qu'ils sont munis d'une copie de la présente circulaire ainsi que des documents, délivrés par l'ANAC, aptes à attester que les conditions ci-dessus sont remplies.

2. Usage des dispositions de la circulaire

Tout organisme ou entité se prévalant des dispositions de la présente circulaire doit être en mesure de prouver le respect des mesures et conditions susmentionnées.

A sa demande, elle mettra dûment et sans délai à la disposition de l'ANAC, tous les documents justificatifs pertinents. L'ANAC conserve toute latitude pour exiger la transmission de preuves de conformité.

En cas d'impossibilité de respecter les conditions d'extension prévues par la présente circulaire, une demande de dérogation, comprenant une étude de sécurité (évaluation de risques de sécurité) et tous les éléments requis, doit être adressée à l'ANAC conformément aux procédures en vigueur.

Les adaptations d'extension retenues pour la gestion des actes (tels que l'extension des délais de traitement des écarts de niveau 2, l'extension de la limite de validité de certains CDN, etc.) ne dispensent en aucune manière les

VIII. SUPERVISION OF ACTIVITIES AND CORRECTIVE ACTION PLAN

1. Extension

Subject to the conditions below, the surveillance audits scheduled by ANAC are postponed by three (03) months from the date scheduled for their completion.

For all open level 2 discrepancies (non-compliances), three (03) additional months are given on deadlines initially set. Corrective action plans not submitted for the moment, must reach ANAC no later than September 30, 2020.

2. Applicable measures and conditions

The organization concerned by these extension measures must comply with the following conditions:

- *inform the ANAC of the considered measures to adapt its activity and enable its internal monitoring to be carried out in order to guarantee compliance with working methods and compliance with applicable requirements;*
- *provide a monthly update on the status of implementation of corrective action plans;*
- *be subject to remote audits / inspections carry out by the NCAA in order to ensure first , when possible, the implementation of certain corrective action plans and the compliance with certain regulatory requirements, rather than audits / inspections on the spot .*

IX. OBLIGATION

1. Documents

Title holders, entities and organization covered by these provisions must ensure, when they are in service, that they are provided with a copy of this circular as well as the documents issued by ANAC, able to certify that the above conditions are met.

2.Use of the provisions of the circular

All operator or entity availing itself of the provisions of this circular must be able to prove compliance with the above measures and conditions.

At its request, it will make all relevant supporting documents duly and without delay be available to ANAC. ANAC retains full discretion to require the transmission of proof of compliance.

If unable to comply with the extension provided by this Circular, a request for derogation, including a safety study (safety risk assessment) and all the required elements, must be sent to ANAC in accordance with the procedures in force.

The extension adaptations retained for the management of acts (such as the extension of the processing times for level 2 deviations, the extension of the validity limit of certain CDNs, etc.) do not in any way exempt the organizations and

organismes et entités bénéficiaires de continuer à garantir le respect des méthodes et procédures de travail habituelles.

En cas de doute quelconque, sur l'authenticité ou la provenance d'un document susceptible d'être délivré par l'ANAC, les organismes et entités doivent saisir l'ANAC pour une éventuelle vérification.

X. DOCUMENTS ETRANGERS

Conformément aux dispositions de la Convention de Chicago, ci-dessus référencées, les certificats et licences maintenus en état de validité par dérogation, exemption, prorogation ou extension, accordée par une Autorité d'Aviation Civile d'un Etat membre de l'OACI dans ce contexte de COVID-19, seront reconnus par l'ANAC sous réserve que :

- ces certificats et licences soient annotés ou accompagnés des documents justificatifs nécessaires, et
- l'Etat de délivrance en fasse de même pour les certificats et licences maintenus en état de validité par extension accordée dans les mêmes conditions par l'ANAC.

Le processus de reconnaissance mutuelle de certificats et licences porte une attention sur le CCRD (COVID-19 Contingency Related Differences) et le taux de mise en œuvre effectif (EI) USOAP CMA (sur l'OLF), des Etats membres ayant émis ces documents.

Concernant les autres autorisations, agréments d'organisme de maintenance (AMO) associés au CTA, qui ne sont pas pris en compte dans l'esprit des dispositions de la Convention de Chicago, ci-dessus référencées, les mêmes principes d'acceptation mutuelle mentionnés ci-dessus pour les certificats et licences s'appliquent.

XI. ENTREE EN VIGUEUR

La présente circulaire, qui entre en vigueur dès sa date de signature, sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

beneficiary entities to continue to ensure compliance with usual working methods and procedures.

In case of any doubt as to the authenticity or provenance of a document likely to be issued by ANAC, organizations and entities must refer to ANAC for possible verification.

***X.* FOREIGN DOCUMENTS**

In accordance with the provisions of the Chicago Convention, referenced above, certificates and licenses maintained in a state of validity by derogation, exemption, extension, granted by a Civil Aviation Authority of an ICAO Member State in this context of COVID-19, will be recognized by the ANAC provided that :

- *these certificates and licenses are annotated or accompanied by the necessary supporting documents, and*
- *Issuing State does the same for certificates and licenses maintained in a state of validity by extension given under the same conditions by the ANAC.*

The process of mutual recognition of certificates and licenses pays attention to the CCRD (COVID-19 Contingency Related Differences) and the effective implementation rate (EI) USOAP CMA (on the OLF), of the member states that have issued these documents .

Regarding the other authorizations, Approved Maintenance Organization (AMO) associated with the AOC, which are not taken into account in the spirit of the provisions of the Chicago Convention, mentioned above, the same principles of mutual acceptance mentioned above for certificates and licenses must be applied.

***XI.* COMING INTO FORCE**

This circular, which comes into force on the date of signature, will be recorded, published and communicated wherever necessary.

La version française fait Foi.

CETTE AIC COMPORTE 07 PAGES/ THIS AIC INCLUDES 08 PAGES